

DIRECTION DES FINANCES

- Arrêté n° 2018-01 - Régie de recettes et d'avances auprès des musées et sites touristiques Nomination d'un nouveau mandataire suppléant	1
- Arrêté n° 2018-08 - Régie de recettes et d'avances auprès des musées et sites touristiques Nomination des mandataires	3

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

- Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux - Avancement au grade de Rédacteur Principal de 1 ^{ère} classe - Proposition de tableau d'avancement de grade au titre de l'année 2017.....	5
- Cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux - Avancement au grade d'Infirmier en soins généraux hors classe - Proposition de tableau d'avancement au titre de l'année 2017.....	8
- Arrêté n° 92 - Liste d'aptitude pour l'accès au grade de rédacteur territorial.....	10
- Arrêté n° 46 portant modification des représentants du personnel au Comité Technique.....	11

DIRECTION GENERALE ADJOINTE SOLIDARITES ET REUSSITE

- Avis du Président du Conseil départemental relatif à l'augmentation de capacité de la crèche hospitalière à CHARLEVILLE-MEZIERES.....	12
- Arrêté n° 2018-02 conjoint avec l'arrêté préfectoral n° 2017-639 portant modification de l'arrêté n° 2017-315 (Etat) portant renouvellement d'autorisation du service exerçant des mesures d'action éducative en milieu ouvert et du service exerçant des mesures d'action éducative en milieu ouvert renforcée et d'accueil et d'accompagnement à domicile géré par le CADEF.....	14
- Arrêté n° 2018-06 portant autorisation d'extension de la Maison d'Enfants à Caractère Social "DON BOSCO" par la création d'un service de mesures destinées au placement à domicile gérée par la Fondation d'Auteuil : Service d'Accueil Modulaire (SAM).....	17
- Arrêté n° 2018-09 portant composition de l'Equipe Pluridisciplinaire dans le cadre du Revenu de Solidarité Active de la Délégation Territoriale des Solidarités de Charleville-Mézières Centre Ardennes.....	19
- Arrêté n° 2018-10 portant composition de l'Equipe Pluridisciplinaire dans le cadre du Revenu de Solidarité Active de la Délégation Territoriale des Solidarités Nord Ardennes Thiérache	22
- Arrêté n° 2018-11 portant composition de l'Equipe Pluridisciplinaire dans le cadre du Revenu de Solidarité Active de la Délégation Territoriale des Solidarités du Sedanais.....	25
- Arrêté n° 2018-12 portant composition de l'Equipe Pluridisciplinaire dans le cadre du Revenu de Solidarité Active de la Délégation Territoriale des Solidarités du Sud Ardennes	28

- Arrêté n° 2018-13 modifiant l'arrêté n° 2017-103 du 4 mai 2017 relatif au fonctionnement de la micro-crèche "Le Royaume des tout petits" à CHARLEVILLE-MEZIERES31
- Arrêté n° 2018-14 portant autorisation d'extension par l'ouverture de trois appartements pour l'accueil de mineurs non accompagnées au sein de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille (MaDEF) gérée par le Conseil départemental des Ardennes32

DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS

- Arrêté DIE18001AT - RD N° D12 - Réglementation de circulation du PR 38+998 au PR 41+176 et du PR 41+547 au PR 44+527 sur le territoire des communes de BAYONVILLE, LANDRES-ET-SAINT-GEORGES et TAILLY35
- Arrêté DIE18002AT - RD N° 48- Interdiction de la circulation du PR 6+1009 au PR 9+162 sur le territoire des communes de MOGUES37
- Arrêté DIE18004AT - RD N° D977 - Réglementation de circulation du PR 5+200 au PR 6+100 sur le territoire de la commune de SEMIDE.....39
- Arrêté DIE18005AT - Réglementation de circulation - RD N° D2 du PR 4+995 au PR 5+500 et N° D9 du PR 18+300 au PR 18+670 sur le territoire des communes de REMILLY-LES-POTHEES et SAINT-MARCEL41
- Arrêté DIE18006AT - RD N° D977 - Réglementation de circulation du PR 57+410 au PR 57+740 sur le territoire de la commune de GIVONNE.....43
- Arrêté DIE18007AT - RD N° D16 - Réglementation de circulation du PR 13+780 au PR 13+800 sur le territoire des communes de CHARLEVILLE-MEZIERES et WARCQ45
- Arrêté DIE18008AT - RD N° 22- Interdiction de la circulation du PR 23+444 au PR 25+371 sur le territoire des communes de HOULDIZY, DAMOUZY et ARREUX.....47
- Arrêté DIE18011AT - RD N° D2 - Réglementation de circulation du PR 16+766 au PR 17+200 sur le territoire de la commune de THIN-LE-MOUTIER49
- Arrêté DIE18012AT - RD N° D4 - Interdiction de la circulation du PR 41+675 au PR 43+42 sur le territoire de la commune de BELVAL-BOIS-DES-DAMES51
- Arrêté DIE18013AT - RD N° D46DA - Réglementation de circulation du PR 0+500 au PR 1+250 sur le territoire de la commune de CHOOZ.....54
- Arrêté DIE18449AT - RD N° 40E- Interdiction de la circulation du PR 0+0 au PR 2+0 sur le territoire de la commune de LES MAZURES56

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- Arrêté n° 2018-07 modifiant la composition de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier d'EVIGNY, LA FRANCHEVILLE, MONDIGNY, PRIX-LES-MEZIERES, WARCQ et WARNECOURT58

- Arrêté n° 2018-15 ordonnant le dépôt en mairie du plan définitif d'aménagement foncier concernant les communes de ROCROI et BOURG-FIDÈLE avec extensions sur LE CHATELET-SUR-SORMONNE et SEVIGNY-LA-FORET, clôturant l'opération et ordonnant l'exécution des travaux connexes.....	62
---	----

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'EVALUATION

- Arrêté n° 2018-03 portant désignation de Madame NICOLAS-VIOT pour représenter le Président du Conseil départemental aux Jurys de concours de maîtrise d'œuvre	64
- Arrêté n° 2018-04 portant désignation du Président de la Commission Consultative des Marchés Adaptés	65
- Arrêté n° 2018-05 portant désignation du Président de la Commission d'Ouverture des Plis	66

Ce document est certifié conforme.
La Directrice Générale des Services Départementaux,
Signé : Brigitte RAYNAUD

DIRECTION DES FINANCES



DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX

DIRECTION DES FINANCES
SERVICE DE LA GESTION FINANCIERE

ARRETE N° 2018- 1

REGIE DE RECETTES ET D'AVANCES AUPRES DES MUSEES ET SITES TOURISTIQUES

NOMINATION D'UN NOUVEAU MANDATAIRE SUPPLEANT

Le PRESIDENT du CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU l'arrêté n°111 en date du 30 avril 2003 portant institution d'une régie de recettes et d'avances au Musée « Guerre et Paix en Ardennes » à NOVION PORCIEN ;

VU la délibération de la Commission Permanente en date du 4 mai 2007 modifiant le régime indemnitaire global des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 19 décembre 2017 ;

SUR PROPOSITION DE MADAME LA DIRECTRICE GENERALE DES SERVICES DEPARTEMENTAUX ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est mis fin aux fonctions de M. Stéphane ANDRE, en qualité de mandataire suppléant de la régie de recettes et d'avances des Musées et Sites Touristiques, à compter du 1^{er} janvier 2018 ;

ARTICLE 2 : M^{me} Marie-France DEVOUGE reste titulaire de la régie de recettes et d'avances des Musées et Sites Touristiques, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci ;

ARTICLE 3 : En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, M^{me} Marie-France DEVOUGE sera remplacée par M^{me} Antoinette BEAUMONT, mandataire suppléant ;

ARTICLE 4 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectués ;

ARTICLE 5 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant ne doivent pas percevoir des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code pénal ;

ARTICLE 6 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés ;

ARTICLE 7 : Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont tenus d'appliquer chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle n°06-031-A-B-M du 21 avril 2006.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le

- 2 JAN. 2018

Le Président du Conseil Départemental

Pour le Président du Conseil Départemental
Le Directeur Général Adjoint



Igor DUPIN

Noël BOURGEOIS

« VU POUR ACCEPTATION »

Le régisseur titulaire

M^{me} Marie-France DEVOUGE



« VU POUR ACCEPTATION »

Le mandataire suppléant

M^{me} Antoinette BEAUMONT





DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX

DIRECTION DES FINANCES
SERVICE DE LA GESTION FINANCIÈRE

ARRETE N° 2018- 8

REGIE DE RECETTES ET D'AVANCES AUPRES DES MUSEES ET SITES TOURISTIQUES

NOMINATION DES MANDATAIRES

Le **PRESIDENT** du **CONSEIL DEPARTEMENTAL**

VU l'arrêté n°111 en date du 30 avril 2003 portant institution d'une régie de recettes et d'avances au Musée « Guerre et Paix en Ardennes » à NOVION PORCIEN ;

VU la délibération de la Commission Permanente en date du 4 mai 2007 modifiant le régime indemnitaire global des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 8 janvier 2018 ;

VU l'avis conforme du régisseur en date du 9 janvier 2018 ;

VU l'avis conforme du mandataire suppléant en date du 2 janvier 2018 ;

SUR PROPOSITION DE MADAME LA DIRECTRICE GENERALE DES SERVICES DEPARTEMENTAUX ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les arrêtés 2004-380 et 2008-306 sont abrogés ;

ARTICLE 2 : M^{me} Lydie PATOUREAUX, M^{me} Catherine POLONI, M. Stéphane ANDRE, M. Roland UMHEY ; M. Alfred UMHEY, sont nommés mandataires de la régie de recettes et d'avances des Musées et Sites Touristiques, pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie de recettes et d'avances des Musées et Sites Touristiques, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci ;

ARTICLE 3 : Les mandataires ne doivent pas percevoir de sommes et payer des dépenses pour des produits et des charges autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal ;

Ils doivent les payer ou les encaisser selon les modes de paiement prévus par l'acte constitutif de la régie ;

ARTICLE 4 : Les mandataires sont tenus d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle n°06-31-A-B-M du 21 avril 2006.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le

18 JAN. 2018

Le Président du Conseil Départemental

Pour le Président du Conseil départemental
La Directrice Générale Noël BOURGEOIS
des Services Départementaux

Brigitte RAYNAUD

« VU POUR ACCEPTATION »
Le régisseur titulaire

M^{me} Marie-France DEVOUGE



« VU POUR ACCEPTATION »
Le mandataire

M^{me} Lydie PATOUREAUX



« VU POUR ACCEPTATION »
Le mandataire suppléant

M^{me} Antoinette BEAUMONT



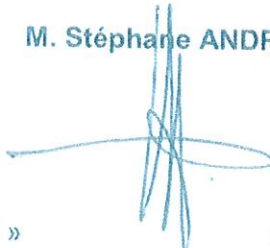
« VU POUR ACCEPTATION »
Le mandataire

M^{me} Catherine POLONI



« VU POUR ACCEPTATION »
Le mandataire

M. Stéphanie ANDRE



« VU POUR ACCEPTATION »
Le mandataire

M. Roland UMHEY



« VU POUR ACCEPTATION »
Le mandataire

M. Alfred UMHEY



DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Cadre d'emplois des REDACTEURS TERRITORIAUX

Avancement au grade de Rédacteur principal de 1^{ère} classe

Décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012

Décret n° 2010-329 du 22 mars 2010

Décret 2016-594 du 12 mai 2016

Proposition de tableau d'avancement de grade au titre de l'année 2017 (dispositions transitoires jusqu'au 31/12/2018)

- Conditions à remplir pour l'inscription sur un tableau d'avancement (avec examen professionnel) :
 - être rédacteur principal de 2^{ème} classe
 - Avoir atteint le 6^{ème} échelon du grade
 - justifier d'au moins **3 ans** de services effectifs dans un cadre d'emploi, corps ou emploi de catégorie B
 - ¼ des nominations par la voie de l'ancienneté **(1)**

- Conditions à remplir pour l'inscription sur un tableau d'avancement (sans examen professionnel) :
 - être rédacteur principal de 2^{ème} classe
 - Avoir atteint le 7^{ème} échelon du grade
 - justifier d'au moins **5 ans** de services effectifs dans un cadre d'emploi, corps ou emploi de catégorie B
 - ¼ des nominations par la voie de l'examen **(1)**

QUOTA 2017 : 0

(1) Les deux voies d'accès **sont liées** et doivent être utilisées **obligatoirement**.

**Proposition de tableau d'avancement au grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe
avec examen professionnel**

Nom usuel	Prénom	Date de Naissance	Age	Grade	Ancienneté CE	Ancienneté Grade	Examen Professionnel	Avis avancement de grade Evaluation 2013 - CAP 2014 - 13.05.2014	Cotation N-3	Avis avancement de grade Evaluation 2014 - CAP 2015 - 21.09.2015 - 18.12.2015	Cotation N-2	Avis avancement de grade Evaluation 2015 - CAP 2016	Cotation N-1	Cotation années précédentes	Avis Autorité Territoriale avancement de grade Evaluation 2016 - CAP 2017	Classement
BECHERET	ARNAUD	21/05/1979	37	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/01/2009	01/10/2015	Jury du 09 février 2017 - CDG54									1

**Proposition de tableau d'avancement au grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe
sans examen professionnel**

Nom usuel	Prénom	Date de Naissance	Age	Grade	Ancienneté CE	Ancienneté Grade	Examen Professionnel	Avis avancement de grade Evaluation 2013 - CAP 2014 - 13.05.2014	Cotation N-3	Avis avancement de grade Evaluation 2014 - CAP 2015 - 21.09.2015 - 18.12.2015	Cotation N-2	Avis avancement de grade Evaluation 2015 - CAP 2016	Cotation N-1	Cotation années précédentes	Avis Autorité Territoriale avancement de grade Evaluation 2016 - CAP 2017	Crère de fonction	Classement
GUHL	ODILE	23/01/1965	51	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/04/2004	01/07/2014		Très favorable	2	Très Favorable	2			4	Prioritaire	1	1
LASSAUX	FLORENCE	29/09/1962	54	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/04/2003	01/07/2011						Prioritaire	2	2		1	2
MERLET	NATHALIE	05/05/1964	52	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/04/2004	01/07/2012								0		1	3
WATY	PATRICIA	21/05/1960	56	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/02/1999	01/07/2008		Très Favorable	2	Très Favorable	2	Prioritaire	2	6	Prioritaire		4
PAILLAS	SYLVIA	11/11/1960	56	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/02/1999	01/07/2008		Très Favorable	2	Très Favorable	2	Prioritaire	2	6	Prioritaire		5
VARALLU	FRANCIS	30/05/1978	38	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	25/04/2005	01/07/2014		Très Favorable	2	Très Favorable	2	Prioritaire	2	4	Prioritaire		6
GALTIER	CHANTAL	10/04/1958	58	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/05/1996	01/07/2007		Favorable	1	Très Favorable	2	Prioritaire	2	5	Prioritaire		7
DUMENIL	PASCALE	14/07/1953	63	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/05/1996	01/07/2008		Très favorable	2	Très Favorable	2			4	Prioritaire		8
PARENT	NADINE	31/12/1965	51	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/04/2001	01/07/2009		Très Favorable	2	Très Favorable	2			4	Prioritaire		9
BRUSA	JEAN PIERRE	21/12/1970	46	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/05/2005	01/07/2014				Très Favorable	2			2	Prioritaire		10
FOURNAISE	DANY	18/11/1970	46	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/12/1997	01/07/2009		Très favorable	2	Très Favorable	2			4			11
LAGRANGE	CHANTAL	07/09/1961	55	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/04/2002	01/07/2010		Très favorable	2	Très Favorable	2			4			12
BAUDART	EMMANUEL	04/10/1966	50	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/09/2003	01/07/2011		Très favorable	2	Très Favorable	2			4			13
COSSE	DELPHINE	28/12/1970	46	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/09/1999	01/07/2012		Très favorable	2	Très favorable	2			4			14
HURION	SABRINA	14/06/1976	40	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/04/2004	01/07/2012		Très favorable	2	Très Favorable	2			4			15
SOMME	CATHERINE	16/11/1968	48	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/09/1999	01/07/2012		Non proposé	-1	Favorable	1			0			16
MEUNIER	STEPHANE	19/11/1973	43	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/07/2005	01/10/2015								0			17
BECHERET	ARNAUD	21/05/1979	37	Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	01/01/2009	01/10/2015	Jury du 09 février 2017 - CDG54							0			18

Nom usuel	Prénom	Date de Naissance	Age	Grade	Ancienneté CE	Ancienneté Grade	Examen Professionnel	Avis avancement de grade Evaluation 2013 - CAP 2014 - 13.05.2014	Cotation N-3	Avis avancement de grade Evaluation 2014 - CAP 2015 - 21.05.2015 - 18.12.2015	Cotation N-2	Avis avancement de grade Evaluation 2015 - CAP 2016	Cotation N-1	Cotation années précédentes	Avis Autorité Territoriale avancement de grade Evaluation 2016 - CAP 2017	Critère de fonction	Classement
LEFEVRE	NADEGE	29/11/1971	45	Rédacteur principal de 2ème classe	01/03/2012	01/10/2016								0			19
PRIN	ANNABEL	07/12/1970	46	Rédacteur principal de 2ème classe	15/06/2012	01/11/2016								0			20
FAYNOT	MARIE CHRISTINE	21/10/1959	57	Rédacteur principal de 2ème classe	05/06/1989	01/07/2012		Très favorable	2	Très Favorable	2			4			21
COLLIER	CHRISTINE	12/06/1962	54	Rédacteur principal de 2ème classe	01/08/1995	01/07/2007		Favorable	1	Très favorable	2			3			22
GORCZYCA	EVA	29/04/1963	53	Rédacteur principal de 2ème classe	01/07/1986	01/09/2010		Favorable	1	Très Favorable	2			3			23

Cadre d'emplois des INFIRMIERS TERRITORIAUX EN SOINS GENERAUX**Avancement au grade d'Infirmier en soins généraux hors classe**

Décret n° 2012-1420 du 18 décembre 2012

Proposition de tableau d'avancement au titre de l'année 2017**Conditions à remplir pour l'inscription sur un tableau d'avancement :**

- Être infirmier en soins généraux de classe supérieure
- avoir un an d'ancienneté dans le 1^{er} échelon au plus tard au 31 décembre de l'année du tableau

Quota 2017 : 0

Proposition de tableau d'avancement au grade d'infirmier en soins généraux hors classe

Civilité	Nom usuel	Prénom	Date de Naissance	Age	Direction	Service 1	Service 2	Libellé grade	Antériorité CE	Antériorité Grade	Avis avancement de grade Evaluation 2013 - CAP 2014 - 13.05.2014	Cotation N-3	Avis avancement de grade Evaluation 2014 - CAP 2015 - 21.09.2015 - 18.12.2015	Cotation N-2	Avis avancement de grade Evaluation 2015 - CAP 2016	Cotation N-1	Cotation années antérieures	Avis Autorité Territoriale avancement de grade Evaluation 2016 - CAP 2017	Classement
Mme	DUFRENNE	DELPHINE	05/06/1974	42	DSR	Service PAPH	Service PAPH	Infirmier soins gx cl sup	13/11/1995	01/07/2009	Très favorable	2	Très favorable	2		0	4	prioritaire	1
Mme	PIRE	ANNABEL	10/03/1971	45	DSR	DTS SEDANAIS	Territoire de SEDAN	Infirmier soins gx cl sup	01/10/1994	01/07/2009	Très favorable	2	Très favorable	2	prioritaire	2	6	prioritaire	2
Mme	BOURGA-BLAVIER	AUDE	26/03/1971	45	DSR	DTS SEDANAIS	Territoire de SEDAN	Infirmier soins gx cl sup	01/10/1994	01/07/2010	Très favorable	2	Très favorable	2	prioritaire	2	6	prioritaire	3
Mme	DELVAUX	ISABELLE	11/11/1972	44	DSR	DTS SA	Territoire Sud Ardennes	Infirmier soins gx cl sup	01/07/1996	01/07/2012	Favorable	1	Très favorable	2	prioritaire	2	5	prioritaire	4
Mme	PETIT	MARIE CECILE	09/03/1971	45	DSR	DTS NAT	Territoire Nord Ardennes	Infirmier soins gx cl sup	01/09/2006	01/01/2009	Favorable	1	Favorable	1	prioritaire	2	4	prioritaire	5
Mme	JAMOULLE DE LESTABLE	PATRICIA	05/09/1960	56	DSR	Service PMI	Service PMI Sud Ard	Infirmier soins gx cl sup	01/05/1999	01/07/2010	Très favorable	2	Très favorable	2		0	4		6
Mme	CHOISY	STEPHANIE	17/12/1972	44	DSR	DTS CMCA	Territoire Centre Ard	Infirmier soins gx cl sup	01/02/1996	01/07/2013	Très favorable	2	Très favorable	2		0	4		7
Mme	SOMSON	STEPHANIE	29/01/1971	45	DSR	DTS NAT	Territoire Nord Ard	Infirmier soins gx cl sup	24/11/1995	01/07/2010	non proposé	-1	Favorable	1	prioritaire	2	2		8
Mme	DOUCHET	MURIEL	12/07/1961	55	DSR	DTS CMCA	Territoire Centre Ard	Infirmier soins gx cl sup	01/09/2000	01/07/2013	Favorable	1	Favorable	1		0	2		9
Mme	BONNARD	Monique	08/01/1969	47	DSR	Service PMI	Service PMI Sud Ard	Infirmier soins gx cl sup	04/10/1993	01/01/2011	non proposé	-1	Très favorable	2		0	1		10

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DEPARTEMENTAUX

Direction des Ressources Humaines

ARRETE N° 92

Liste d'aptitude pour l'accès au grade
de rédacteur territorial

Le PRESIDENT du CONSEIL DEPARTEMENTAL des ARDENNES

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 39 ;

VU le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

Considérant les promotions internes effectuées par le Conseil Départemental des Ardennes permettant d'ouvrir 3 postes au titre de la promotion interne ;

VU l'avis de la Commission Administrative Paritaire en date du 15 décembre 2017 ;

ARRETE :

Article 1^{er} - La liste d'aptitude pour l'accès au grade de rédacteur territorial au titre de la promotion interne est établie ainsi qu'il suit, avec effet du 1^{er} février 2018 :

- Mme Corinne COLAS
- Mme Sandrine GERVILLA

Article 2 - La Directrice Générale des Services Départementaux est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- transmis à Monsieur le Préfet des Ardennes ;
- affiché à l'Hôtel du Département et inséré au recueil des actes administratifs ;
- transmis à Monsieur le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Ardennes ;
- notifié aux intéressées.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

CHARLEVILLE-MEZIERES, le

22 JAN. 2018



Le Président du Conseil Départemental des Ardennes

Noël BOURGEOIS

Pour le Président du Conseil départemental
La Directrice Générale
des Services Départementaux

Brigitte RAYNAUD

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DEPARTEMENTAUX
Direction des Ressources Humaines
RN

ARRETE N°46

Portant modification des représentants du personnel au Comité Technique
Le PRESIDENT du CONSEIL DEPARTEMENTAL des ARDENNES

- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux Comités Techniques Paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU la délibération de l'Assemblée Délibérante du 16 juin 2014 fixant la composition du Comité Technique, soit 8 représentants du personnel et 8 représentants de la collectivité (paritarisme maintenu) ;
- VU le procès-verbal du 4 décembre 2014 et la proclamation des résultats de l'élection du 4 décembre 2014 ;
- VU l'arrêté départemental n° 3222 en date du 18 décembre 2014 portant constitution du Comité Technique ;
- VU l'arrêté départemental n° 2911 en date du 2 novembre 2015 portant modification de la constitution du Comité Technique ;
- VU l'arrêté départemental n° 3018 en date du 23 novembre 2015 portant modification de la constitution du Comité Technique ;
- VU l'arrêté départemental n° 570 en date du 29 avril 2016 portant modification de la constitution du Comité Technique ;
- VU l'arrêté départemental n° 1003 en date du 1^{er} juillet 2016 portant modification de la constitution du Comité Technique ;
- VU l'arrêté départemental n° 2116 en date du 1^{er} octobre 2016 portant modification de la constitution du Comité Technique ;
- VU l'arrêté départemental n° 408 en date du 28 février 2017 portant modification de la constitution du Comité Technique ;
- VU l'arrêté départemental n° 737 en date du 2 mai 2017 portant modification de la constitution du Comité Technique ;
- VU l'arrêté départemental n° 2493 en date du 14 novembre 2017 portant modification de la constitution du Comité Technique ;

ARRETE :

Article 1^{er} - La composition du Comité Technique s'établit au 1^{er} février 2018, comme suit :

Représentants de la collectivité :

Représentants titulaires :

1. M. Noël BOURGEOIS
2. Mme Brigitte RAYNAUD
3. M. Igor DUPIN
4. M. Fabrice OGIER
5. M. Claudy WARIN
6. M. Dominique PAUCHET
7. M. Bruno LEVASSEUR
8. M. Stéphane ANDRÉ

Représentants suppléants :

1. Mme Anne DUMAY
2. M. David GUIOST
3. M. Thierry ROBERT
4. M. Hervé CORDEBAR
5. Mme Lucie DEBOVE
6. M. Olivier BEAUSSART
7. M. Quentin NOAILLON
8. M. Kadir MAIZI

Représentants du personnel :

Représentants titulaires :

1. Mme Lydie GUNTHER
2. Mme Nadine PARENT
3. Mme Françoise GAYET
4. M. Stéphane POUPART
5. M. Damien VERDENAL
6. M. Tony PLANTEGENET
7. Mme Malorie COURTIN
8. M. François NIVAILLE

Représentants suppléants :

1. Mme Valérie DELCOMBEL
2. Mme Anne-Marie LAFONT
3. Mme Sandrine MABILLE
4. Mme Maryse JAUMOTTE
5. M. Frédéric PETIT
6. Mme Sandrine VISSE
7. M. Laurent ABRILLE
8. Mme Nathalie HERVIER

Article 2 - Le Comité Technique est présidé par M. Noël BOURGEOIS, Président du Conseil Départemental. En cas d'empêchement de son président, le Comité Technique est présidé par Mme Anne DUMAY, Première Vice-présidente du Conseil Départemental.

Ampliation :

- notifiée aux membres titulaires et suppléants du Comité Technique,
- affichée à l'Hôtel du Département,
- publiée au Recueil des Actes Administratifs du Département des Ardennes.

Le Président,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 15 janvier 2018



Le Président du Conseil Départemental

Noël BOURGEOIS
 Pour le Président du Conseil Départemental

La Directrice Générale
 des Services Départementaux

Brigitte RAYNAUD

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE
SOLIDARITES ET REUSSITE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Direction Générale des Services

Direction Générale Adjointe Solidarités et Réussite

AVIS DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Relatif à l'augmentation de capacité d'accueil de la crèche hospitalière
à Charleville-Mézières

- VU l'article L.2324-1 du Code de la Santé Publique ;
- VU le décret n° 2010-613 du 07 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans et modifiant le code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;
- VU la demande présentée par le Centre Hospitalier de Charleville Mézières, en date du 22 décembre 2017 ;
- VU l'avis du Médecin Départemental de Protection Maternelle et Infantile par intérim en date du 9 janvier 2018 ;

SUR proposition de la Directrice Générale des Services ;

Le **PRESIDENT** du **CONSEIL DEPARTEMENTAL** donne un avis favorable au fonctionnement de la crèche hospitalière de **CHARLEVILLE MEZIERES**, du lundi au vendredi de 5 h 45 à 21 h 15, pouvant accueillir au 1^{er} janvier 2018, 44 enfants :

- âgés de 2 mois à 3 ans,
- âgés de plus de 3 ans, nés entre avril et septembre, dont l'accès à l'école maternelle leur est refusé, répartis comme suit :

Période de janvier à décembre (hors été)

- 7 enfants de 5 h 45 à 7 h 00
- 16 enfants de 7 h 00 à 8 h 00
- 44 enfants de 8 h 00 à 18 h 00 (40 maximum jusqu'au 11 février 2018)
- 12 enfants de 18 h 00 à 19 h 00
- 7 enfants de 19 h 00 à 21 h 15

Période de juillet et août

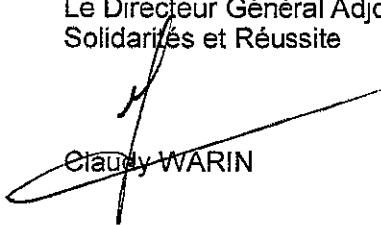
- 7 enfants de 5 h 45 à 7 h 00
- 14 enfants de 7 h 00 à 8 h 00
- 39 enfants de 8 h 00 à 18 h 00
- 7 enfants de 18 h 00 à 21 h 15

La direction est assurée par Madame Elisabeth KRAUS, infirmière et cadre de santé. En cas d'absence de la responsable, la direction sera confiée à un cadre de santé du secteur mère-enfant du Centre Hospitalier.

Le personnel de la crèche hospitalière est composé, en plus de la directrice, d'une éducatrice de jeunes enfants, sept auxiliaires de puériculture, trois agents des services hospitaliers et d'un agent non qualifié.

CHARLEVILLE MEZIERES, le 11 Janvier 2018

Pour le Président du Conseil Départemental
Et par délégation
Le Directeur Général Adjoint
Solidarités et Réussite



Claudy WARIN



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DES ARDENNES

PREFECTURE DES ARDENNES

ARRETE N° 2018 - 2

ARRETE N° 2017-639

LE PRESIDENT
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DES ARDENNES

LE PREFET DU
DÉPARTEMENT DES
ARDENNES

Portant modification de l'arrêté n°2017-153 (Département) et n°2017-315 (Etat) portant renouvellement d'autorisation du service exerçant des mesures d'action éducative en milieu ouvert et du service exerçant des mesures d'action éducative en milieu ouvert renforcée et d'accueil et d'accompagnement à domicile géré par le CADEF

VU la Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et ses décrets d'application,

VU la Loi n°2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance et ses décrets d'application,

VU la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU la Loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant,

VU le Code civil, et notamment les articles 375 à 375-9,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.312-1 définissant les établissements et services médico-sociaux, L.313-1-1 relatif à la procédure d'appel à projets, L.313-3 relatif aux autorités compétentes pour la délivrance des autorisations,

VU le Décret n°2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projets et d'autorisation,

VU le Décret n°2014-1368 du 14 novembre 2014 relatif au renouvellement des autorisations des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU la Circulaire n°DGCS/5B/2010/434 du 28 décembre 2010 relative à la procédure d'appel à projets et d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU l'Arrêté n°2013-244 (Département) et n°2013-388 (Etat) portant avis d'appel à projets pour la création d'un service d'action éducative en milieu ouvert renforcée et d'accueil et d'accompagnement à domicile,

VU l'Arrêté n°2013-389 (Département) et n°2013-658 (Etat) du 6 décembre 2013 portant composition de la commission de sélection d'appel à projets relatif à la création, l'extension ou la transformation d'établissements ou services sociaux ou médico-sociaux dont l'autorisation est de la compétence conjointe de l'Etat et du Conseil départemental,

VU l'Arrêté n°2013-390 (Département) et n° 2013-659 (Etat) fixant la liste des membres désignés pour siéger à la commission de sélection d'appel à projets concernant la création d'un service exerçant des mesures d'action éducative en milieu ouvert renforcée et d'accueil et d'accompagnement à domicile, relevant de la compétence conjointe de l'Etat et du Président du Conseil départemental,

CONSIDERANT le rapport d'évaluation externe transmis au Conseil départemental des Ardennes le 17 juillet 2015,

CONSIDERANT les visites de conformité du 22 et 29 novembre et du 5 décembre 2016,

SUR PROPOSITION CONJOINTE de la Directrice Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et du Directeur Général Adjoint des Solidarités et Réussite,

ARRETERENT

Article 1 : L'article 2 de l'arrêté n°2017-153 (Département) et n°2017-315 (Etat) est modifié comme suit :

« Le service exerçant des mesures d'action éducative en milieu ouvert est autorisé pour la prise en charge de 685 mesures sur l'ensemble du département des Ardennes.

Le service exerçant des mesures d'action éducative en milieu ouvert renforcée et d'accueil et d'accompagnement à domicile est autorisé pour 210 mesures sur l'ensemble du département des Ardennes réparties à hauteur de 160 mesures d'action éducative en milieu ouvert renforcée et 50 mesures d'accueil et d'accompagnement à domicile ».

Article 2 : La présente modification d'autorisation vaut habilitation à recevoir les bénéficiaires de l'Aide Sociale à l'Enfance.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du Code de l'action sociale et des familles, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente.

Article 4 : Conformément aux dispositions des articles L.313-13 et L.313-14 du Code de l'action sociale et des familles, l'autorité compétente qui a délivré l'autorisation peut procéder à des contrôles sur les établissements et services qu'elle autorise.

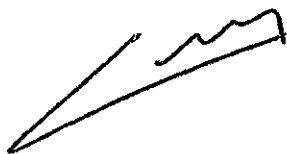
Article 5 : Dans les deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne.

Article 6 : Le Directeur Général Adjoint en charge des Solidarités et Réussite, le Préfet et le Directeur du Comité Ardennais de l'Enfance et de la Famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 2 janvier 2018

Le Président du Conseil Départemental,

Noël BOURGEOIS

A stylized signature consisting of a long diagonal stroke followed by a series of small, connected loops.

Le Préfet des Ardennes,

Pascal JOLY

A signature that starts with a large, circular loop and ends with a short, horizontal stroke.

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**-----
DIRECTION DES SOLIDARITÉS ET RÉUSSITE**

**-----
POLITIQUE SOCIALE JEUNESSE
ENFANCE PARENTALITÉ
PROTECTION DE L'ENFANCE**

ARRETE N° 2018 - 6

Portant autorisation d'extension de la Maison d'Enfants à Caractère Social « Don Bosco »
par la création d'un service de mesures destinées au placement à domicile gérée par la
Fondation d'Auteuil : Service d'Accueil Modulaire (SAM)

VU la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU la Loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé,

VU la Loi n° 89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé, de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé,

VU la Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et ses décrets d'application,

VU la Loi n°2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance,

VU la Loi n°2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance et ses décrets d'application,

VU la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU la Loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant,

VU l'Ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU le Décret n°2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projet et d'autorisation,

VU le Décret n°2014-565 du 30 mai 2014 modifiant la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L. 313-1-1 du Code de l'action sociale et des familles,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.222-1 à L.222-5, et L.311-3 à L.312-1,

VU le Code civil, et notamment les articles 375 à 375-9,

VU le Nouveau code de procédure civile, et notamment les articles 1181 à 1200-1,

CONSIDERANT l'augmentation de la demande de placement sur le territoire ardennais,

CONSIDERANT le bilan de l'expérimentation des mesures de placement à domicile mises en place depuis le 1^{er} avril 2016,

A R R Ê T E

Article 1 : La Maison d'Enfants à Caractère Social « Don Bosco », située 36 rue Monseigneur Bihéry 08800 Monthermé, est autorisée à étendre sa capacité d'accueil par la création du service d'accueil modulable pour 6 places, soit 18 places au total, pour des enfants âgés de 6 à 17 ans, garçons ou filles, confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance.

Par dérogation accordée, au cas par cas, par le service Politique Sociale Jeunesse Protection de l'Enfance et en raison du projet individuel, le service pourra accompagner des enfants de moins de 6 ans.

Article 2 : Ce dispositif concerne les jeunes de l'ensemble du département des Ardennes dont les enfants bénéficient de mesures de placement à domicile administrative ou judiciaire.

Article 3 : L'extension du service est autorisée à compter du 1^{er} janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2031.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente.

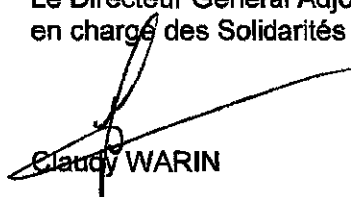
Article 5 : Conformément aux dispositions des articles L.313-13 et L.313-14 du code de l'action sociale et des familles, l'autorité compétente qui a délivré l'autorisation peut procéder à des contrôles sur les établissements et services qu'elle autorise.

Article 6 : Dans les deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne.

Article 7 : Le Directeur Général Adjoint en charge des Solidarités et Réussite et le Directeur de la Maison d'Enfants à Caractère Social « Don Bosco » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 15 janvier 2018

P/ Le Président du Conseil Départemental
Et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint
en charge des Solidarités et Réussite


Claudy WARIN



Conseil départemental des Ardennes
Direction Générale
des Services Départementaux
Direction des Solidarités et Réussites

ARRETE n° 2018-9

**portant composition de l'Equipe Pluridisciplinaire
dans le cadre du Revenu de Solidarité Active de la
Délégation Territoriale des Solidarités de Charleville-Mézières Centre Ardennes**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 modifiée d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

VU la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation de Cohésion Sociale,

VU la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 portant sur la généralisation du Revenu de Solidarité Active et de la réforme des politiques d'insertion,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article L.262-39 relatif aux équipes pluridisciplinaires et à leurs missions,

VU la délibération du Conseil Général des Ardennes du 8 juin 2009 relative à la mise en œuvre du RSA,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental des Ardennes du 9 décembre 2017 approuvant la Convention d'Orientation et d'Accompagnement et ses annexes,

Sur proposition de la Directrice Générale des Services Départementaux

ARRETE

Article 1^{er}

La composition de l'équipe pluridisciplinaire de la Délégation Territoriale des Solidarités de Charleville-Mézières Centre Ardennes est arrêtée comme suit :

- Le Conseiller départemental auquel le Président du Conseil départemental a donné délégation pour toutes décisions du ressort de l'Equipe Pluridisciplinaire,
- Le responsable du site de Pôle Emploi du bassin d'emploi de Charleville-Mézières ou son représentant,
- Le Directeur du Plie ou son représentant,
- Le Directeur de la Mission Locale pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes du bassin d'emploi de Charleville-Mézières ou son représentant,
- La Présidente de l'UDCCAS ou son représentant,
- Un travailleur social du Territoire de Charleville-Mézières Centre Ardennes,

- Un correspondant Local d'Insertion du Territoire de Charleville-Mézières Centre Ardennes,
- Un représentant administratif du Conseil départemental,
- Un représentant des bénéficiaires du RSA.

Chaque membre a un suppléant pouvant le remplacer en cas d'impossibilité de siéger.

Article 2

Monsieur Jérémy DUPUY, Conseiller départemental, est désigné pour assurer la Présidence de l'Equipe Pluridisciplinaire de la Délégation Territoriale des Solidarités de Charleville-Mézières Centre Ardennes et prendre les décisions au nom du Président du Conseil départemental.

Madame Marie-José MOSER, Conseillère départementale, est désignée comme suppléante de Monsieur DUPUY.

Article 3

Le secrétariat de l'Equipe Pluridisciplinaire est assuré par la Délégation Territoriale des Solidarités de Charleville-Mézières Centre Ardennes – Mission Accueil, Accompagnement et Développement Social.

L'Equipe Pluridisciplinaire se réunit dans les locaux de la Délégation Territoriale des Solidarités de Charleville-Mézières Centre Ardennes :

MAISON DES SOLIDARITES
34 rue Ferroul
08000 CHARLEVILLE MEZIERES

Article 4

Chaque membre de l'Equipe Pluridisciplinaire doit se conformer au règlement intérieur et à la charte déontologique de fonctionnement qu'il aura préalablement signé.

Article 5

Il est mis fin au mandat des membres de l'Equipe Pluridisciplinaire lorsqu'ils perdent la qualité en raison de laquelle ils ont été nommés, en cas de démission, d'empêchement définitif ou de décès.

La durée du mandat pour le représentant des bénéficiaires du RSA est de 12 mois non renouvelables. Il cesse d'être membre dès qu'il perd la qualité de bénéficiaire du RSA suite à une sortie du dispositif.

Tout manquement au règlement intérieur et/ou à la charte déontologique de fonctionnement de l'Equipe Pluridisciplinaire pourra faire perdre la qualité de membre.

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit du siège d'un membre de l'Equipe Pluridisciplinaire, un nouveau membre issu de la même représentativité est désigné dans un délai de 2 mois.

Article 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Châlons en Champagne dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

Article 7

Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département des Ardennes.

Fait à Charleville-Mézières le

19 JAN. 2018

Le PRESIDENT du CONSEIL DEPARTEMENTAL



Noël BOURGEOIS



Conseil départemental des Ardennes
Direction Générale
des Services Départementaux
Direction des Solidarités et Réussites

ARRETE n° 2018-10

**portant composition de l'Equipe Pluridisciplinaire
dans le cadre du Revenu de Solidarité Active
de la Délégation Territoriale des Solidarités Nord Ardennes Thiérache**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 modifiée d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

VU la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation de Cohésion Sociale,

VU la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 portant sur la généralisation du Revenu de Solidarité Active et de la réforme des politiques d'insertion,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article L.262-39 relatif aux équipes pluridisciplinaires et à leurs missions,

VU la délibération du Conseil Général des Ardennes du 8 juin 2009 relative à la mise en œuvre du RSA,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental des Ardennes du 9 décembre 2017 approuvant la Convention d'Orientation et d'Accompagnement et ses annexes,

Sur proposition de la Directrice Générale des Services Départementaux

ARRETE

Article 1^{er}

La composition de l'équipe pluridisciplinaire de la Délégation Territoriale des Solidarités Nord Ardennes Thiérache est arrêtée comme suit :

- Le Conseiller départemental auquel le Président du Conseil départemental a donné délégation pour toutes décisions du ressort de l'Equipe Pluridisciplinaire,
- Le responsable du site de Pôle Emploi du bassin d'emploi de Nord Ardennes ou son représentant,
- Le Directeur du Plie ou son représentant,
- Le Directeur de la Mission Locale pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes du bassin d'emploi de Nord Ardennes ou son représentant,
- La Présidente de l'UDCCAS ou son représentant,
- Un travailleur social du Territoire de Nord Ardennes Thiérache,
- Un correspondant Local d'Insertion du Territoire de Nord Ardennes Thiérache,

- Un représentant administratif du Conseil départemental,
- Un représentant des bénéficiaires du RSA.

Chaque membre a un suppléant pouvant le remplacer en cas d'impossibilité de siéger.

Article 2

Madame Isabelle COQUET, Conseillère départementale, est désignée pour assurer la Présidence de l'Equipe Pluridisciplinaire de la Délégation Territoriale des Solidarités de Nord Ardennes Thiérache et prendre les décisions au nom du Président du Conseil départemental.

Madame Noëlle DEVIE, Conseillère départementale, est désignée comme suppléante de Madame COQUET.

Article 3

Le secrétariat de l'Equipe Pluridisciplinaire est assuré par la Délégation Territoriale des Solidarités de Nord Ardennes Thiérache – Mission Accueil, Accompagnement et Développement Social.

L'Equipe Pluridisciplinaire se réunit dans les locaux de la Délégation Territoriale des Solidarités de Nord Ardennes Thiérache :

MAISON DES SOLIDARITES
330 allée du 8 Mai 1945
08500 REVIN

Article 4

Chaque membre de l'Equipe Pluridisciplinaire doit se conformer au règlement intérieur et à la charte déontologique de fonctionnement qu'il aura préalablement signé.

Article 5

Il est mis fin au mandat des membres de l'Equipe Pluridisciplinaire lorsqu'ils perdent la qualité en raison de laquelle ils ont été nommés, en cas de démission, d'empêchement définitif ou de décès.

La durée du mandat pour le représentant des bénéficiaires du RSA est de 12 mois non renouvelables. Il cesse d'être membre dès qu'il perd la qualité de bénéficiaire du RSA suite à une sortie du dispositif.

Tout manquement au règlement intérieur et/ou à la charte déontologique de fonctionnement de l'Equipe Pluridisciplinaire pourra faire perdre la qualité de membre.

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit du siège d'un membre de l'Equipe Pluridisciplinaire, un nouveau membre issu de la même représentativité est désigné dans un délai de 2 mois.

Article 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Châlons en Champagne dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

Article 7

Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département des Ardennes.

Fait à Charleville-Mézières le **19 JAN. 2018**

Le PRESIDENT du CONSEIL DEPARTEMENTAL



Noël BOURGEOIS



Conseil départemental des Ardennes
Direction Générale
des Services Départementaux
Direction des Solidarités et Réussites

ARRETE n° 2018-11

**portant composition de l'Equipe Pluridisciplinaire
dans le cadre du Revenu de Solidarité Active
de la Délégation Territoriale des Solidarités du Sedanais**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 modifiée d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

VU la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation de Cohésion Sociale,

VU la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 portant sur la généralisation du Revenu de Solidarité Active et de la réforme des politiques d'insertion,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article L.262-39 relatif aux équipes pluridisciplinaires et à leurs missions,

VU la délibération du Conseil Général des Ardennes du 8 juin 2009 relative à la mise en œuvre du RSA,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental des Ardennes du 9 décembre 2017 approuvant la Convention d'Orientation et d'Accompagnement et ses annexes,

Sur proposition de la Directrice Générale des Services Départementaux

ARRETE

Article 1^{er}

La composition de l'équipe pluridisciplinaire de la Délégation Territoriale des Solidarités du Sedanais est arrêtée comme suit :

- Le Conseiller départemental auquel le Président du Conseil départemental a donné délégation pour toutes décisions du ressort de l'Equipe Pluridisciplinaire,
- Le responsable du site de Pôle Emploi du bassin d'emploi de Sedan ou son représentant,
- Le Directeur du Plie ou son représentant,
- Le Directeur de la Mission Locale pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes du bassin d'emploi de Sedan ou son représentant,
- La Présidente de l'UDCCAS ou son représentant,
- Un travailleur social du Territoire du Sedanais,
- Un correspondant Local d'Insertion du Territoire du Sedanais,

- Un représentant administratif du Conseil départemental,
- Un représentant des bénéficiaires du RSA.

Chaque membre a un suppléant pouvant le remplacer en cas d'impossibilité de siéger.

Article 2

Monsieur Jean GODARD, Conseiller départemental, est désigné pour assurer la Présidence de l'Equipe Pluridisciplinaire de la Délégation Territoriale des Solidarités du Sedanais et prendre les décisions au nom du Président du Conseil départemental.

Madame Evelyne WELTER, Conseillère départementale, est désignée comme suppléante de Monsieur GODARD.

Article 3

Le secrétariat de l'Equipe Pluridisciplinaire est assuré par la Délégation Territoriale des Solidarités du Sedanais – Mission Accueil, Accompagnement et Développement Social.

L'Equipe Pluridisciplinaire se réunit dans les locaux de la Délégation Territoriale des Solidarités du Sedanais :

MISSION ACCUEIL, ACCOMPAGNEMENT ET
DEVELOPPEMENT SOCIAL
9 rue Thiers – rez de chaussée
08200 - SEDAN

Article 4

Chaque membre de l'Equipe Pluridisciplinaire doit se conformer au règlement intérieur et à la charte déontologique de fonctionnement qu'il aura préalablement signé.

Article 5

Il est mis fin au mandat des membres de l'Equipe Pluridisciplinaire lorsqu'ils perdent la qualité en raison de laquelle ils ont été nommés, en cas de démission, d'empêchement définitif ou de décès.

La durée du mandat pour le représentant des bénéficiaires du RSA est de 12 mois non renouvelables. Il cesse d'être membre dès qu'il perd la qualité de bénéficiaire du RSA suite à une sortie du dispositif.

Tout manquement au règlement intérieur et/ou à la charte déontologique de fonctionnement de l'Equipe Pluridisciplinaire pourra faire perdre la qualité de membre.

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit du siège d'un membre de l'Equipe Pluridisciplinaire, un nouveau membre issu de la même représentativité est désigné dans un délai de 2 mois.

Article 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Châlons en Champagne dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

Article 7

Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département des Ardennes.

Fait à Charleville-Mézières le **19 JAN. 2018**

Le PRESIDENT du CONSEIL DEPARTEMENTAL



Noël BOURGEOIS



Conseil départemental des Ardennes
Direction Générale
des Services Départementaux
Direction des Solidarités et Réussites

ARRETE n° 2018-12

**portant composition de l'Equipe Pluridisciplinaire
dans le cadre du Revenu de Solidarité Active
de la Délégation Territoriale des Solidarités du Sud Ardennes**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

VU la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 modifiée d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

VU la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation de Cohésion Sociale,

VU la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 portant sur la généralisation du Revenu de Solidarité Active et de la réforme des politiques d'insertion,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article L.262-39 relatif aux équipes pluridisciplinaires et à leurs missions,

VU la délibération du Conseil Général des Ardennes du 8 juin 2009 relative à la mise en œuvre du RSA,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental des Ardennes du 9 décembre 2017 approuvant la Convention d'Orientation et d'Accompagnement et ses annexes,

Sur proposition de la Directrice Générale des Services Départementaux

ARRETE

Article 1^{er}

La composition de l'équipe pluridisciplinaire de la Délégation Territoriale des Solidarités du Sud Ardennes est arrêtée comme suit :

- Le Conseiller départemental auquel le Président du Conseil départemental a donné délégation pour toutes décisions du ressort de l'Equipe Pluridisciplinaire,
- Le responsable du site de Pôle Emploi du bassin d'emploi du Sud Ardennes ou son représentant,
- Le Directeur du Plie ou son représentant,
- Le Directeur de la Mission Locale pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes du bassin d'emploi du Sud Ardennes ou son représentant,
- La Présidente de l'UDCCAS ou son représentant,
- Un travailleur social du Territoire du Sud Ardennes,
- Un correspondant Local d'Insertion du Territoire du Sud Ardennes,

- Un représentant administratif du Conseil départemental,
- Un représentant des bénéficiaires du RSA.

Chaque membre a un suppléant pouvant le remplacer en cas d'impossibilité de siéger.

Article 2

Monsieur Renaud AVERLY, Conseiller départemental, est désigné pour assurer la Présidence de l'Equipe Pluridisciplinaire de la Délégation Territoriale des Solidarités du Sud Ardennes et prendre les décisions au nom du Président du Conseil départemental.

Madame Dominique ARNOULD, Conseillère départementale, est désignée comme suppléante de Monsieur AVERLY.

Article 3

Le secrétariat de l'Equipe Pluridisciplinaire est assuré par la Délégation Territoriale des Solidarités du Sud Ardennes – Mission Accueil, Accompagnement et Développement Social.

L'Equipe Pluridisciplinaire se réunit dans les locaux de la Délégation Territoriale des Solidarités du Sud Ardennes :

MAISON DES SOLIDARITES
Rue Jean Mermoz
08300 RETHEL

Article 4

Chaque membre de l'Equipe Pluridisciplinaire doit se conformer au règlement intérieur et à la charte déontologique de fonctionnement qu'il aura préalablement signé.

Article 5

Il est mis fin au mandat des membres de l'Equipe Pluridisciplinaire lorsqu'ils perdent la qualité en raison de laquelle ils ont été nommés, en cas de démission, d'empêchement définitif ou de décès.

La durée du mandat pour le représentant des bénéficiaires du RSA est de 12 mois non renouvelables. Il cesse d'être membre dès qu'il perd la qualité de bénéficiaire du RSA suite à une sortie du dispositif.

Tout manquement au règlement intérieur et/ou à la charte déontologique de fonctionnement de l'Equipe Pluridisciplinaire pourra faire perdre la qualité de membre.

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit du siège d'un membre de l'Equipe Pluridisciplinaire, un nouveau membre issu de la même représentativité est désigné dans un délai de 2 mois.

Article 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Châlons en Champagne dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

Article 7

Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département des Ardennes.

Fait à Charleville-Mézières le **19 JAN. 2018**

Le PRESIDENT du CONSEIL DEPARTEMENTAL


Noël BOURGEOIS

REPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

Direction Générale des Services

Direction Générale Adjointe Solidarités et Réussite

ARRETE n° 2018-13

Modifiant l'arrêté n° 2017-103 du 4 mai 2017
relatif au fonctionnement de la micro-crèche « le Royaume des tout petits »
à CHARLEVILLE MEZIERES

Le PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- VU l'article L. 2324-1 du Code de la Santé Publique ;
- VU le décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans et modifiant le code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ;
- VU la demande présentée par la SARL « JML Micro-crèche 2 » en date du 8 janvier 2018 ;
- VU l'avis du Médecin Départemental de Protection Maternelle et Infantile par intérim en date du 15 janvier 2018 ;
- SUR proposition du Directeur Général des Services ;

ARRETE

Article 1 : La SARL « JML Micro-crèche 2 » est autorisée à ouvrir une micro-crèche dénommée « le Royaume des Tout Petits », située rue Ravaude à CHARLEVILLE MEZIERES :

- de 10 places pour des enfants âgés de moins de 6 ans,
- du lundi au vendredi de 7h00 à 20h30

La micro-crèche est fermée trois semaines en période estivale, une semaine entre Noël et Nouvel an et une semaine aux vacances de printemps.

Article 2 : Le suivi technique de la structure est assuré par Madame Lucile DEMOULIN, éducatrice de jeunes enfants. Le personnel chargé de l'encadrement des enfants est composé de d'une éducatrice de jeunes enfants, d'une auxiliaire de puériculture et de deux personnes titulaires du CAP Petite Enfance.

Article 3 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à la SARL « JML Micro-crèche 2 » et à Monsieur le Maire de CHARLEVILLE MEZIERES, et publié au Recueil des actes administratifs du Département des Ardennes.

Charleville Mézières, le 24 janvier 2018

Pour le Président du Conseil Départemental
Et par délégation
Le Directeur Général Adjoint
Solidarités et Réussite,

Claudy WARIN

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**-----
DIRECTION DES SOLIDARITES ET REUSSITE**

**-----
POLITIQUE SOCIALE JEUNESSE
PROTECTION DE L'ENFANCE**

ARRÊTÉ N° 2018 - 14

Portant autorisation d'extension par l'ouverture de trois appartements pour l'accueil de mineurs non accompagnés au sein de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille (MADEF) gérée par le Conseil départemental des Ardennes,

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

VU la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU la Loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé,

VU la Loi n° 89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé, de la famille et de l'enfance et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé,

VU la Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et ses décrets d'application,

VU la Loi n°2004-1 du 2 janvier 2004 relative à l'accueil et à la protection de l'enfance,

VU la Loi n°2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance et ses décrets d'application,

VU la Loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU la Loi n°2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant,

VU l'Ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.222-1 à L.222-5, et L.311-3 à L.312-1,

VU le Code civil, et notamment les articles 375 à 375-9,

VU le Nouveau code de procédure civile, et notamment les articles 1181 à 1200-1,

VU l'Arrêté modificatif n°2017-213 portant renouvellement d'autorisation de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille gérée par le Conseil Départemental des Ardennes,

VU la Circulaire Taubira du 31 mai 2013 relative aux modalités de mise à l'abri des mineurs isolés étrangers,

VU le Décret n° 2016-840 du 24 juin 2016 relatif à l'accueil et aux conditions d'évaluation de la situation des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille,

CONSIDERANT l'augmentation du nombre de mineurs non accompagnés dans le département des Ardennes,

CONSIDERANT le Procès-verbal des visites de conformité réalisée par le Conseil départemental des Ardennes en date du 24 janvier 2018,

A R R Ê T E

Article 1 : Le Conseil départemental des Ardennes autorise l'ouverture au sein de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille de trois appartements externes répartis comme suit :

- un appartement de 2 places situé 55 rue du promenoir des prêtres 08200 Sedan
- un appartement de 3 places situé 4 rue Paquis des Boulets 08000 Charleville-Mézières
- un appartement de 2 places situé 30 rue Gambetta 08500 Revin

Article 2 : La Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille a pour mission d'accompagner des adolescents âgés de 16 à 21 ans relevant de l'aide sociale à l'enfance vers l'accès à l'autonomie par l'accueil en appartement et par un accompagnement vers une insertion sociale et professionnelle.

Les mineurs non accompagnés sont des enfants confiés au Président du Conseil Départemental sur décision du Juge des Enfants ou du Juge des Tutelles.

Par dérogation accordée par le service de l'aide sociale à l'enfance, l'unité de vie pourra accueillir des jeunes avant leurs 16 ans.

Les enfants accueillis relèvent de l'ensemble des Délégations Territoriales des Solidarités du département des Ardennes.

Article 3 : Le service est autorisé à compter du 1^{er} février 2018 et jusqu'au 31 décembre 2031, renouvelable conformément à la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et ses décrets d'application.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la

direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service soumis à autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente.

Article 5 : Conformément aux dispositions des articles L.313-13 et L.313-14 du code de l'action sociale et des familles, l'autorité compétente qui a délivré l'autorisation peut procéder à des contrôles sur les établissements et services qu'elle autorise.

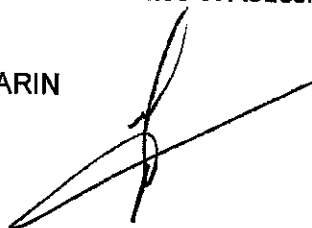
Article 6 : Dans les deux mois suivant sa notification, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne.

Article 7 : Le Directeur Général Adjoint en charge des Solidarités et Réussite et le Directeur de la Maison Départementale de l'Enfance et de la Famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 30 janvier 2018

Le Président du Conseil Départemental
Et par délégation
Le Directeur Général Adjoint
en charge des Solidarités et Réussite

Claudy WARIN



**DIRECTION DES INFRASTRUCTURES
ET DES EQUIPEMENTS**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS

Arrêté n° DIE18001AT

REGLEMENTATION DE CIRCULATION**Sur la route départementale n° D12 du PR 38+998 au PR 41+176 du PR 41+547 au PR 44+527
Sur le territoire des communes de Bayonville, Landres-et-Saint-Georges et Tilly
(hors agglomération)****LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES,**

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 2154 du 3 octobre 2017 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Infrastructures et des Equipements,
- Vu la demande en date du 11 janvier 2018 de Dominique DEMOGÉOT représentant la société SAG Vigilec Agence STT, 2085 route de Paris, 54200 ECROUVES,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise SAG VIGILEC qui effectue les travaux d'enfouissement de réseaux fibre optique de réglementer la circulation sur une partie de la route départementale n° D12,

ARRETE**Article 1**

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de Bayonville, Landres-et-Saint-Georges et Tilly, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet à compter du 29 janvier 2018 au 30 mars 2018.

La circulation sera rendue normale aux usagers après 17H00 et jusqu'à 08H00 ainsi que les samedis et dimanches.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier, sur la route départementale n° D12.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du PR 38+998 au PR 41+176 du PR 41+547 au PR 44+527

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassement seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de Landres-et-Saint-Georges, Monsieur le Maire de la commune de Bayonville et Monsieur le Maire de la commune de Tilly, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Infrastructures et des Equipements,
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - Monsieur le Maire de la commune de Landres-et-Saint-Georges
 - Monsieur le Maire de la commune de Bayonville
 - Monsieur le Maire de la commune de Tilly
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - M. le responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 18 JAN. 2018
 Pour le Président du Conseil départemental des Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint du Patrimoine,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
 du Patrimoine Routier

Olivier NOIZET

3 /

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES ÉQUIPEMENTS

Arrêté n° DIE18002AT

INTERDICTION DE LA CIRCULATION
Sur la route départementale n° D48 du PR 6+1009 au PR 9+162
Sur le territoire de la commune de Mogues
(hors agglomération)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 2154 du 3 octobre 2017 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Infrastructures et des Équipements,
- Vu la demande en date du 15 janvier 2018 de Mr le Directeur d'eurovia représentant la société EUROVIA VINCI, ZI DE GLAIRE , 08203 SEDAN,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise Eurovia Vinci qui effectue les travaux de traversée de chaussée de réglementer la circulation sur une partie de la route départementale n° D48,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de Mogues, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet à compter du 23 janvier 2018 au 26 janvier 2018.

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, sur la route départementale n° D48 hormis les riverains et les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du PR 6+1009 au PR 9+162.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

La RD 48A du carrefour de la RD 48 au carrefour de la RD 17
La RD 17 du carrefour de la RD 48A au carrefour de la RD 981
La RD 981 du carrefour de la RD 17 au carrefour de la RD 48

et inversement pour l'autre sens de circulation.

Article 4

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de Tremblois-lès-Carignan et Monsieur le Maire de la commune de Mogues et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Infrastructures et des Equipements,
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - Monsieur le Maire de la commune de Tremblois-lès-Carignan
 - Monsieur le Maire de la commune de Mogues
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - M. le responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **18 JAN. 2016**
 Pour le Président du Conseil départemental des Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint du Patrimoine,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
 du Patrimoine Routier

Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS

Arrêté n° DIE18004AT

REGLEMENTATION DE CIRCULATION
Sur la route départementale n° D977 du PR 5+200 au PR 6+100
Sur le territoire de la commune de Semide
(hors agglomération)**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES,**

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 2154 du 3 octobre 2017 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Infrastructures et des Equipements,
- Vu le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 classant la route départementale n° D977 dans la liste des Routes à Grandes Circulation (R.G.C.),
- Vu l'avis favorable de M. le Préfet des Ardennes,
- Vu la demande en date du 18 janvier 2018 de Mickaël VALLE représentant la société Energie Team , 1, rue des Energies Nouvelles
80460 , OUST MAREST,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise Energie Team qui effectue les travaux d'aménagement d'un carrefour pour le passage de convois exceptionnels éoliens de réglementer la circulation sur une partie de la route départementale n° D977,

ARRETE**Article 1**

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de Semide, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous seront appliquées sur une période de 3 jours entre le 05 février 2018 et le 23 février 2018.
La circulation sera rendue normale aux usagers après 17H00 et jusqu'à 08H00 ainsi que les samedis et dimanches.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier, sur la route départementale n° D977.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du PR 5+200 au PR 6+100

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassement seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de Semide, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Infrastructures et des Equipements,
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - Monsieur le Maire de la commune de Semide
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - M. le responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 26 JAN. 2018
 Pour le Président du Conseil départemental des Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint du Patrimoine,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
 du Patrimoine Routier

Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS

Arrêté n° DIE18005AT

REGLEMENTATION DE CIRCULATION
Sur les routes départementales n° D2 du PR 4+995 au PR 5+500 et D9 du PR 18+300 au PR 18+670
Sur le territoire des communes de Remilly-les-Pothées et Saint-Marcel
(hors agglomération)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I -huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 2154 du 3 octobre 2017 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Infrastructures et des Equipements,
- Vu la demande en date du 18 janvier 2018 de Loïc Huet représentant la société CFA/CFPPA, 27 rue du muguet , 08385 Saint-Laurent,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise qui effectue les travaux d'abattage d'arbres, de réglementer la circulation sur une partie des routes départementales n° D2 et D9,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de Remilly-les-Pothées et Saint-Marcel, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet à compter du 12 février 2018 au 23 février 2018.

La circulation sera rendue normale aux usagers après 16H30 et jusqu'à 08H30 ainsi que les samedis et dimanches .

Article 2

La circulation est stoppée par intermittence le temps de micro coupures (lors de l'abattage des arbres) par piquet K10, pour tous les véhicules, sur les routes départementales n° D2 et D9.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- les routes départementales n° D2 du PR 4+995 au PR 5+500 et D9 du PR 18+300 au PR 18+670

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassement seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place et la maintenance des panneaux de signalisation réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de Remilly-les-Pothées et Monsieur le Maire de la commune de Saint-Marcel, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Infrastructures et des Equipements,
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - Monsieur le Maire de la commune de Remilly-les-Pothées
 - Monsieur le Maire de la commune de Saint-Marcel
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - M. le responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 23 JAN. 2018

Pour le Président du Conseil départemental des Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint du Patrimoine,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
du Patrimoine Routier

Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS

Arrêté n° DIE18006AT

REGLEMENTATION DE CIRCULATION
Sur la route départementale n° D977 du PR 57+410 au PR 57+740
Sur le territoire de la commune de Givonne
(hors agglomération)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 2154 du 3 octobre 2017 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Infrastructures et des Equipements,
- Vu la demande en date du 22 janvier 2018 de Jackie LAMBERT représentant la société Mairie de Givonne, Mairie de Givonne
22, rue des Sabottiers , 08191 Givonne,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise qui effectue les travaux d'abattage d'arbres de réglementer la circulation sur une partie de la route départementale n° D977,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de Givonne, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet à compter du 29 janvier 2018 au 28 février 2018.
La circulation sera rendue normale aux usagers après 17H00 et jusqu'à 08H00 ainsi que les samedis et dimanches.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier, sur la route départementale n° D977.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du PR 57+410 au PR 57+740

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassement seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Madame la Maire de la commune de Givonne, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Infrastructures et des Equipements,
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - Madame la Maire de la commune de Givonne
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - M. le responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 23 JAN. 2018

Pour le Président du Conseil départemental des Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint du Patrimoine,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
du Patrimoine Routier

Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES ÉQUIPEMENTS

Arrêté n° DIE18007AT

RÈGLEMENTATION DE CIRCULATION
Sur la route départementale n° D16 du PR 13+780 au PR 13+800
Sur le territoire des communes de Charleville-Mézières et Warcq
(hors agglomération)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 2154 du 3 octobre 2017 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Infrastructures et des Équipements,
- Vu la demande en date du 19 janvier 2018 de PLY Johnny représentant la société Entreprise COLAS, 3 avenue des Erables, Heillecourt,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise qui effectue les travaux de réglementer la circulation pendant la durée de l'utilisation de l'accès au chantier de l'A304 situé au Pr 13+780 sur une partie de la route départementale n° D16,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de Charleville-Mézières et Warcq, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet à compter du 24 janvier 2018 au 20 novembre 2018.

Article 2

L'entreprise COLAS Grands Travaux est autorisée à utiliser l'accès chantier du giratoire situé sur la RD 16 au Pr 13+780.

Article 3

L'entreprise COLAS Grands Travaux est tenue de respecter les restrictions de circulation existantes de part et d'autre du giratoire et de respecter le régime de priorité actuel lorsqu'elle souhaitera accéder au giratoire.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de Warcq et Monsieur le Maire de la commune de Charleville-Mézières, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Infrastructures et des Equipements,
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - Monsieur le Maire de la commune de Warcq
 - Monsieur le Maire de la commune de Charleville-Mézières
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - M. le responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 23 JAN. 2018

Pour le Président du Conseil départemental des Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint du Patrimoine,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
du Patrimoine Routier

Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTSArrêté n° DIE18008AT**INTERDICTION DE LA CIRCULATION****Sur la route départementale n° D22 du PR 23+444 au PR 25+371
Sur le territoire des communes de Houldizy, Damouzy et Arreux
(hors agglomération)****LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES,**

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I -huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 2154 du 3 octobre 2017 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Infrastructures et des Equipements,
- Vu la demande en date du 23 janvier 2018 de M.DEGERMAN Thierry représentant la société le Pôle Travaux Spécialisés, 7 rue Albert Caquot , 08000 Charleville-Mézières,
- Considérant qu'il est nécessaire, afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise qui effectue les travaux d'abattage d'arbres en bordure de route, de réglementer la circulation sur une partie de la route départementale n° D22,

ARRETE**Article 1**

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire des communes de Houldizy, Damouzy et Arreux, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet à compter du 29 janvier 2018 au 15 février 2018. Toutefois, la circulation sera ré ouverte de 16h30 à 8h30 en semaine, et les weekend de 16h30 le vendredi à 8h30 le lundi suivant, avec une limitation de vitesse à 70 km/h ainsi que le la signalisation de danger de type AK14.

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, sur la route départementale n° D22 hormis les riverains et les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du PR 23+444 au PR 25+371.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

-> Dans le sens Nouzonville Renwez :

- La RD88, de son intersection avec la RD22, jusqu'à Sécheval.
- La RD140, de la RD88 dans Sécheval à la RD988
- La RD 988 jusqu'à la RD22 dans Renwez

et inversement pour l'autre sens de circulation.

Article 4

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune d' Arreux, Madame la Maire de la commune de Damouzy et Monsieur le Maire de la commune d' Houldizy et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Infrastructures et des Equipements,
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - Monsieur le Maire de la commune d' Arreux
 - Madame la Maire de la commune de Damouzy
 - Monsieur le Maire de la commune d' Houldizy
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - M. le responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 26 JAN. 2018

Pour le Président du Conseil départemental des Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint du Patrimoine,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
du Patrimoine Routier

Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS

Arrêté n° DIE18011AT

REGLEMENTATION DE CIRCULATION
Sur la route départementale n° D2 du PR 16+766 au PR 17+200
Sur le territoire de la commune de Thin-le-Moutier
(hors agglomération)**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES,**

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I -huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 2154 du 3 octobre 2017 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Infrastructures et des Equipements,
- Vu la demande en date du 23 janvier 2018 de Franck Joly représentant la société Entreprise Poncin, 16, route d'aiglemont , 08199 La Grandville,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise qui effectue les travaux d'alimentation en eau potable, de réglementer la circulation sur une partie de la route départementale n° D2,

ARRETE**Article 1**

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de Thin-le-Moutier, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet à compter du 29 janvier 2018 au 02 mars 2018.
La circulation sera rendue normale aux usagers après 17H30 et jusqu'à 07H30 ainsi que les samedis et dimanches .

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier, sur la route départementale n° D2.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation;

- du PR 16+766 au PR 17+200

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassement seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de Thin-le-Moutier, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Infrastructures et des Equipements,
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - Monsieur le Maire de la commune de Thin-le-Moutier
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - M. le responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

26 JAN. 2018

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le
Pour le Président du Conseil départemental des Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint du Patrimoine,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
du Patrimoine Routier

Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES ÉQUIPEMENTSArrêté n° DIE18012AT**INTERDICTION DE LA CIRCULATION**
Sur la route départementale n° D4 du PR 41+675 au PR 43+42
Sur le territoire de la commune de Belval-Bois-des-Dames
(hors agglomération)**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES,**

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 2154 du 3 octobre 2017 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Infrastructures et des Équipements,
- Vu la demande en date du 23 janvier 2018 de Mr Bruno JUILLET représentant la Commune de Belval Bois des Dames, Rue Principale , 08240 Belval Bois des Dames,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise qui effectue les travaux d'abattage d'arbres de réglementer la circulation sur une partie de la route départementale n° D4,

ARRETE**Article 1**

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de Belval-Bois-des-Dames, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet à compter du 05 février 2018 au 19 février 2018 hors weekend et jours fériés.

Cette réglementation s'applique de 8h30 (après passage du transport scolaire) à 16h30 (avant passage du transport scolaire).

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, sur la route départementale n° D4 hormis les riverains et les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du PR 41+675 au PR 43+42.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

- la RD 55 de la RD 4 à la RD 155,
 - la RD 155 de la RD 55 à la RD 947,
 - la RD 947 de la RD 155 à la RD 6,
 - la RD 6 de la RD 947 à la RD 206,
 - la RD 206 de la RD 6 à la RD 4,
- et inversement pour l'autre sens de circulation.

Article 4

La mise en place, des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Territoire Routier Sud Ardennes.

La maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge de la commune de Belval Bois des Dames.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera réalisé par le Territoire Routier Sud Ardennes et sa maintenance à la charge de la commune de Belval Bois des Dames. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de Belval-Bois-des-Dames et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Infrastructures et des Equipements,
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - Monsieur le Maire de la commune de Belval-Bois-des-Dames
 sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à

- M. le Commandant du S.D.I.S.,
- M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
- M. le Directeur de la R.D.T.A.,
- M. le Maire de la commune de Fossé,
- M. le Maire de la commune de Buzancy,
- M. le Maire de la commune de Bar Les Buzancy,
- M. le Maire de la commune de Sommauthe,
- M. le Maire de la commune de Vaux en Dieulet,
- M. le Maire de la commune de Saint Pierremont,
- M. le Maire de la commune de Beaumont en Argonne,
- Mme. le Maire de la commune de Nouart,
- M. le responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le **26 JAN. 2018**
 Pour le Président du Conseil départemental des Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint du Patrimoine,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
du Patrimoine Routier


Olivier NOIZET

CONSEIL DEPARTEMENTAL des ARDENNES
DIRECTION des INFRASTRUCTURES
et des EQUIPEMENTS
TERRITOIRE ROUTIER SUD ARDENNES

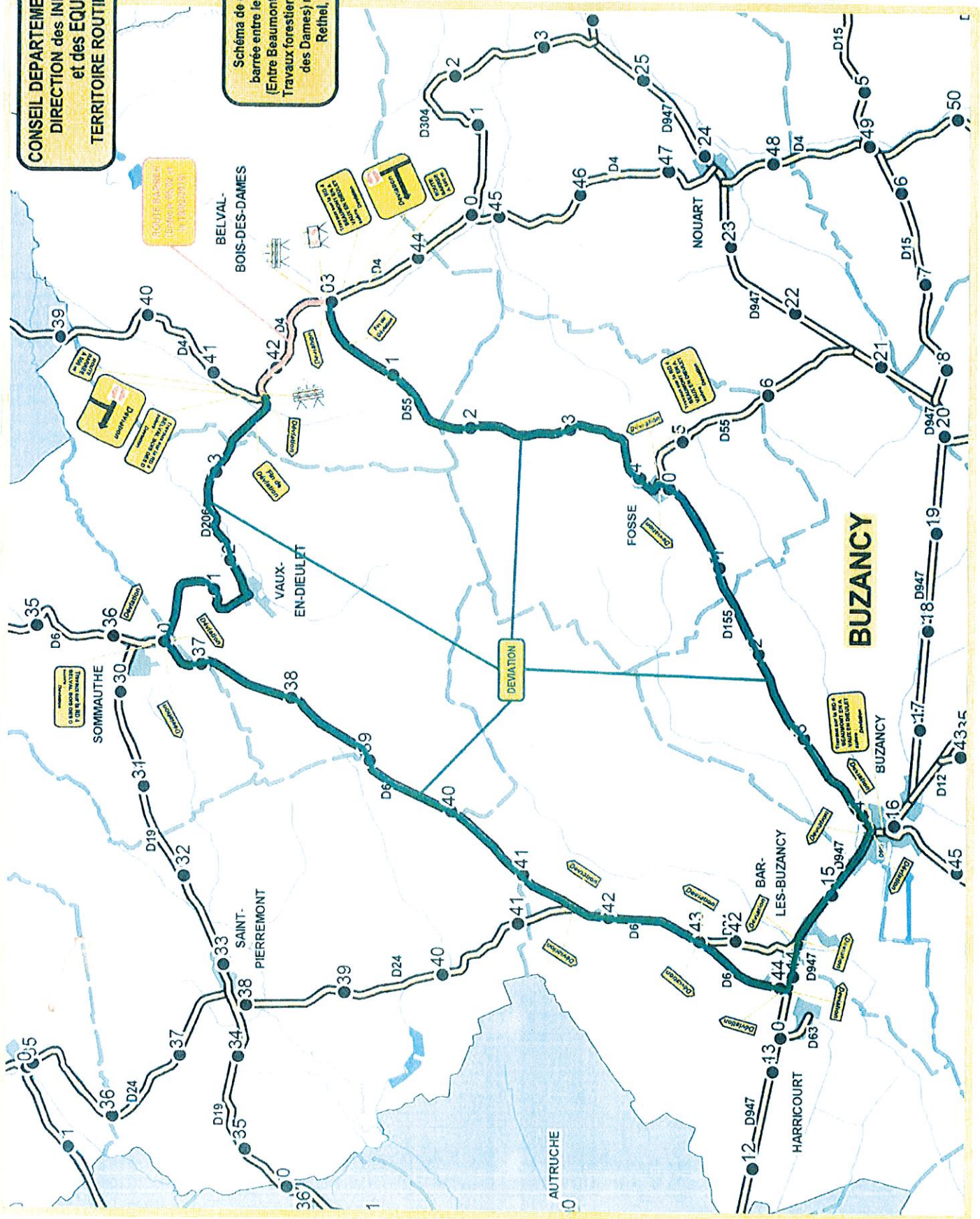
Schéma de déviation de la RD n° 4
barrière entre les P.R. 41+675 et 43+042
(Entre Beaumont en A et Belval Bois des D)
Travaux forestiers (Commune de Belval Bois
des Dames) réalisés par l'Entreprise
Rethel, le 24 Janvier 2018



ARDENNES
Conseil Départemental

LEGENDE :

Route barrée
Déviation



REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES ÉQUIPEMENTSArrêté n° DIE18013AT**REGLEMENTATION DE CIRCULATION**
Sur la route départementale n° D46DA du PR 0+500 au PR 1+250
Sur le territoire de la commune de Chooz
(hors agglomération)**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES,**

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I -huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 2154 du 3 octobre 2017 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Infrastructures et des Équipements,
- Vu la demande en date du 25 janvier 2018 de Franck Joly représentant la société Entreprise Poncin, 16, route d'aiglemont, 08199 La Grandville,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise qui effectue les travaux d'alimentation en eau potable, de réglementer la circulation sur une partie de la route départementale n° D46DA,

ARRETE**Article 1**

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de Chooz, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet à compter du 29 janvier 2018 au 23 février 2018.
La circulation sera rendue normale aux usagers après 17H30 et jusqu'à 07H30 ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 2

La circulation pour tous les véhicules s'effectuera en alternat par feux tricolores de chantier, sur la route départementale n° D46DA.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du PR 0+500 au PR 1+250

De plus, la vitesse sera abaissée par paliers de 20 Km/h à 50 Km/h et les manœuvres de dépassement seront interdites en approche des zones alternées.

Article 3

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation et feux tricolores de chantier réglementaires matérialisant ces restrictions et réglementations de circulation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 4

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Monsieur le Maire de la commune de Chooz, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 5

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 6

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Infrastructures et des Equipements,
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - Monsieur le Maire de la commune de Chooz
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - M. le responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le 26 JAN, 2018
 Pour le Président du Conseil départemental des Ardennes et par délégation,
 le Directeur Adjoint du Patrimoine,

M. GRASMUCK

Le Chef du Service
 du Patrimoine Routier

Olivier NOIZET

REPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS

Arrêté n° DIE18449AT

INTERDICTION DE LA CIRCULATION
Sur la route départementale n° D40E du PR 0+0 au PR 2+0
Sur le territoire de la commune de Les Mazures
(hors agglomération)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES ARDENNES,

- Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-5,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3213-3, L3221-4,
- Vu l'instruction interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée relative à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'arrêté du 6 Novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I -huitième partie - signalisation temporaire),
- Vu le règlement de la voirie départementale,
- Vu l'arrêté n° 2154 du 3 octobre 2017 de M. le Président du Conseil départemental portant délégation de signature à M. le Directeur Adjoint des Infrastructures et des Equipements,
- Vu la demande en date du 03 janvier 2018 de M. DEGERMANN représentant le Pôle Exploitation, Conseil Départemental des Ardennes , 08105 Charleville-Mézières,
- Considérant qu'il est nécessaire afin d'assurer la sécurité des usagers et de l'entreprise qui effectue les travaux d'élargissement, de réglementer la circulation sur une partie de la route départementale n° D40E,

ARRETE

Article 1

Les restrictions de circulation, situées sur le territoire de la commune de Les Mazures, hors agglomération énoncées dans les articles ci-dessous prendront effet à compter du 08 janvier 2018 au 12 janvier 2018.

La circulation sera rétablie tous les jours de 16h30 au lendemain 8h30.

Article 2

La circulation est interdite pour tous les véhicules, sur la route départementale n° D40E hormis les véhicules chargés d'intervenir sur le chantier.

Cette réglementation s'applique sur la section suivante dans les deux sens de circulation:

- du PR 0+0 au PR 2+0.

Article 3

Pendant la durée de cette réglementation, la circulation sera déviée par :

- La RD988 de son intersection avec la RD40E, jusqu'à la RD31
 - La RD31 de son intersection avec la RD988 jusqu'à la RD40E
- et inversement pour l'autre sens de circulation.

Article 4

La mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux de signalisation de chantier réglementaires matérialisant cette interdiction de circulation et ceux jalonnant l'itinéraire de déviation seront à la charge du Maître d'Ouvrage des travaux.

Article 5

L'affichage aux extrémités de la section concernée du présent arrêté sera à la charge du maître d'ouvrage des travaux. Il sera également affiché en mairie par les soins de Madame la Maire de la commune de Les Mazures et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Article 6

Les contraventions au présent arrêté seront relevées et poursuivies conformément à la législation en vigueur.

Article 7

- Mme le Directeur Général des Services Départementaux,
 - M. le Directeur des Infrastructures et des Equipements,
 - M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Ardennes,
 - Madame la Maire de la commune de Les Mazures
- sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation pour information est adressée à
- M. le Commandant du S.D.I.S.,
 - M. le Médecin en Chef du S.A.M.U.,
 - M. le Directeur de la R.D.T.A.,
 - M. le responsable de la Cellule Sécurité Routière-Transports Exceptionnels à la DDT.

08 JAN. 2018

A CHARLEVILLE-MEZIERES, le
Pour le Président du Conseil départemental des Ardennes et par délégation,
le Directeur Adjoint du Patrimoine,

M. GRASMUCK

**Le Chef du Service
du Patrimoine Routier**


Olivier NOIZET

**DIRECTION DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE**

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DEPARTEMENTAUX

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Pôle Aménagement Rural et Développement Touristique

ARRÊTÉ 2018.07

modifiant la composition de la

**Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier d'EVIGNY,
LA FRANCHEVILLE, MONDIGNY, PRIX LES MEZIERES,
WARCQ et WARNECOURT**Le PRESIDENT du CONSEIL DEPARTEMENTAL
des ARDENNES

- VU la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux,
- VU le décret n° 2006-394 du 30 mars 2006 relatif aux procédures d'aménagement foncier et rural,
- VU notamment les articles L123.24 à L123.26 du Code rural relatifs aux opérations liées à la réalisation de grands ouvrages publics,
- VU l'avis de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier en date du 26 janvier 2007,
- VU le décret du Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, en date du 28 février 2007, portant déclaration d'utilité publique les travaux de la liaison autoroutière entre l'autoroute A34 à SAINT PIERRE SUR VENCE et la RN51 à ROCROI (extension de la branche ouest de l'A34),
- VU notamment les articles L121.2, L121.3 et L121.4 du Code rural relatifs à la constitution des Commissions Communales et Intercommunales d'Aménagement Foncier,
- VU les élections municipales de mars 2014 et en application de l'article L121-6 du Code rural,
- VU l'ordonnance du Tribunal de Grande Instance de Charleville-Mézières, du 27 mars 2014, désignant les présidents titulaires et suppléants,
- VU le renouvellement du Conseil départemental suite aux élections départementales de mars 2015,
- VU la désignation par le Président du Conseil départemental, en date du 10 novembre 2017, des représentants du Président du Conseil départemental au sein des Commissions d'Aménagement Foncier,
- VU la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur pour l'année 2018 fixée par arrêté du 22 novembre 2017,

- VU l'arrêté du 15 janvier 2008 portant constitution de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier de EVIGNY, LA FRANCHEVILLE, MONDIGNY, PRIX LES MEZIERES, WARCQ et WARNECOURT et les arrêtés des 13 novembre 2008, 7 juin 2011, 27 mars 2012, 10 janvier 2013, 11 septembre 2014, 21 avril 2015 et 19 janvier 2016 modifiant sa composition,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de WARNECOURT en date du 10 novembre 2015,
- SUR PROPOSITION DE LA DIRECTRICE GENERALE DES SERVICES DEPARTEMENTAUX,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : La Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier de EVIGNY, LA FRANCHEVILLE, MONDIGNY, PRIX LES MEZIERES, WARCQ et WARNECOURT est modifiée comme suit :

1) Présidents désignés par le Président du Tribunal de Grande Instance de CHARLEVILLE-MEZIERES

<u>Titulaire</u>	<u>Suppléant</u>
- M. Alain CORNIQUET	- M. Claude ASCAS

2) Membres représentant les communes intéressées

<u>Communes</u>	<u>Maire ou Conseiller Municipal</u>
- EVIGNY	- M. Hervé GABET, Maire
- LA FRANCHEVILLE	- M. Daniel ROUMY, Maire
- MONDIGNY	- M. Daniel THOMAS, Maire
- PRIX LES MEZIERES	- M. Jean-Marie DEMONGIN, Maire
- WARCQ	- M. Bernard MAILLARD, Conseiller Municipal
- WARNECOURT	- M. Nicolas POIRET, Maire

3) Exploitants, propriétaires ou preneurs en place désignés par la Chambre d'Agriculture

<u>Communes</u>	<u>Titulaires</u>	<u>Suppléants</u>
- EVIGNY	- M. Joël BAILLY - M. Etienne BAILLY	- M. Bruno TEMPLIER
- LA FRANCHEVILLE	- M. Frédéric JUSTINE - M. Christophe PONCELET	- Mme Fernande LAMBIN

<u>Communes</u>	<u>Titulaires</u>	<u>Suppléants</u>
- MONDIGNY	- M. Gilles RENE - M. Rémi SELLIER	- M. Jean-Marc ROUSSEAUX
- PRIX LES MEZIERES	- M. Alain JACQUEMAIN - M. Jean-Paul FAVIN	- M. Thierry TOURY
- WARCQ	- M. Gabriel BOURGUIN - M. Jean-Marc RICHARD	- M. Gilles TIERCELET
- WARNECOURT	- M. Patrick JACQUEMART - M. Régis HUART	- M. Philippe DELILLE

4) Propriétaires de biens non bâtis élus par les Conseils Municipaux des communes intéressées

<u>Communes</u>	<u>Titulaires</u>	<u>Suppléants</u>
- EVIGNY	- M. Christian GOFFIN - M. Alain MARTIN	- M. Bernard TEMPLIER
- LA FRANCHEVILLE	- M. Yves REMY - M. Philippe RICAULT	- M. Philippe CREQUY
- MONDIGNY	- M. Jean-Michel LAVAL - M. Etienne PERIN	- Mme Sylvie CIVADE
- PRIX LES MEZIERES	- M. Bernard DELAMARRE - M. Nicolas JACQUEMAIN	- M. François TEMPLIER
- WARCQ	- M. Etienne DRAPIER - M. Pascal URANO	- M. Guy BRUNO
- WARNECOURT	- M. Pierre SIMEON - M. Pascal PERPETE	- M. Georges-Henry PESANT

5) Personnes qualifiées en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages désignées par le Président du Conseil départemental dont deux sur proposition du Président de la Chambre d'Agriculture

<u>Titulaires</u>	<u>Suppléants</u>
- M. Jean-Paul DAVESNE - M. Hervé TINOIS - M. Joël GOBRON	- M. Bernard VINCENT - M. Flavien DEMISSY - M. Joël PONSART

6) Représentants du Président du Conseil départemental

<u>Titulaire</u>	<u>Suppléant</u>
- Mme Noëlle DEVIE	- M. Thierry MALJEAN

7) Délégué du Directeur Départemental des Finances Publiques

- M. Patrice DEQUIRE, Inspecteur du Cadastre

8) Fonctionnaires du Conseil départemental

Titulaires

- M. Arnaud GONDA
- Mme Stéphanie MARTIN

Suppléants

- M. Thierry ROBERT
- M. François FONTENIER

ARTICLE 2 : La Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier a son siège à la mairie de LA FRANCHEVILLE.

ARTICLE 3 : Le secrétariat de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier est assuré par un agent des services du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : La Directrice Générale des Services Départementaux, les Maires des communes d'EVIGNY, LA FRANCHEVILLE, MONDIGNY, PRIX LES MEZIERES, WARCQ et WARNECOURT et des communes en extension et le Président de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier de EVIGNY, LA FRANCHEVILLE, MONDIGNY, PRIX LES MEZIERES, WARCQ et WARNECOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les mairies de EVIGNY, LA FRANCHEVILLE, MONDIGNY, PRIX LES MEZIERES, WARCQ et WARNECOURT et dans les communes en extension et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le

17 JAN. 2018

Noël BOURGEOIS

CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
DEPARTEMENTAUX

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Pôle Aménagement Rural et Développement Touristique

ARRÊTÉ 2018.15

ordonnant le dépôt en mairie du plan définitif d'aménagement foncier concernant les communes de ROCROI et BOURG FIDELE avec extensions sur LE CHATELET SUR SORMONNE et SEVIGNY LA FORET, clôturant l'opération et ordonnant l'exécution des travaux connexes.

Le PRESIDENT du CONSEIL DEPARTEMENTAL
des ARDENNES,

- VU les dispositions du titre II du livre 1^{er} du Code rural relatif à l'aménagement foncier rural,
- VU le Code de l'environnement et notamment les articles L 214-1 à L 214-6,
- VU l'arrêté du Président du Conseil général en date du 7 juin 2011 ordonnant l'opération d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier de ROCROI et BOURG FIDELE avec extensions sur LE CHATELET SUR SORMONNE et SEVIGNY LA FORET, avec exclusion de l'emprise de l'ouvrage autoroutier et fixant le périmètre,
- VU l'arrêté du Président du Conseil départemental en date du 7 mars 2016 modifiant le périmètre des opérations d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier de ROCROI et BOURG FIDELE avec extensions sur LE CHATELET SUR SORMONNE et SEVIGNY LA FORET,
- VU la décision de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier en date du 15 décembre 2015 fixant les dates et modalités de prise de possession des nouvelles parcelles sur le périmètre d'aménagement foncier des communes de ROCROI et BOURG FIDELE et des communes en extension,
- VU la décision de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier en date du 1^{er} décembre 2016,
- Sur proposition de la Directrice Générale des Services Départementaux,

ARRÊTE

Article 1 : Le plan d'aménagement foncier des communes de ROCROI et BOURG FIDELE et des communes en extension, modifié conformément aux décisions rendues le 1^{er} décembre 2016 par la Commission Départementale d'Aménagement Foncier sur l'ensemble des recours formés devant elle, est définitif.

Article 2 : Le plan sera déposé à la mairie de ROCROI le **6 février 2018**. Cette formalité clôturera l'opération, entraîne le transfert de propriété et prescrit l'exécution des travaux connexes.

Article 3 : Le dépôt du plan fera l'objet d'un avis des maires des communes concernées affiché dans les mairies pendant au moins quinze jours.

Article 4 : Les dates et les modalités de prise de possession des nouveaux lots fixées par la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier de ROCROI et BOURG-FIDELE sont définitives.

Article 5 : Les travaux figurant au projet modifié par les décisions de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier lors de sa réunion du 1^{er} décembre 2016 et sur les plans au 1/5000ème annexés au présent arrêté sont autorisés au titre du Code de l'environnement.

Article 6 : Les prescriptions complémentaires à observer pour la réalisation des travaux visés à l'article 5 sont arrêtées comme suit, conformément à l'étude d'impact :

- les travaux connexes seront réalisés hors des périodes de reproduction des oiseaux et, dans les secteurs humides, hors de la période de reproduction des amphibiens, ceci afin de limiter les risques de destruction des individus et des pontes. Les travaux pourront donc être réalisés entre septembre et janvier.

- des mesures seront prises lors des travaux pour éviter la propagation des espèces végétales invasives (Renouée du Japon, Buddléia de David...) qui pourraient être présentes sur les sites concernés par les travaux, en dirigeant les éventuelles terres infestées vers une décharge agréée. Pour lutter plus globalement de manière préventive sur la dissémination des espèces invasives, si des terres sont utilisées lors des travaux connexes, celles-ci devront faire l'objet d'un contrôle de l'absence de ces espèces.

Le Conseil départemental vérifiera en fin d'opération la bonne réalisation des travaux connexes, y compris des mesures compensatoires.

Les communes, maîtres d'ouvrage de la réalisation du programme des travaux connexes, assureront, avec l'aide si besoin d'un professionnel, le suivi des impacts de l'opération sur l'environnement ainsi que la mise en œuvre des mesures compensatoires.

Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes de ROCROI et BOURG FIDELE, maîtres d'ouvrage des travaux, ainsi qu'aux communes en extension.

Article 7 : La Directrice Générale des Services Départementaux et les maires des communes de ROCROI et BOURG FIDELE et des communes en extension sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie des communes concernées pendant quinze jours au moins, publié au Recueil des Actes Administratifs du Département et fera l'objet d'un avis publié dans un journal diffusé dans le département.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le **31 JAN. 2018**



Noël BOURGEOIS

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES
ET DE L'EVALUATION**



DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX
DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET
DE L'EVALUATION
SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE



ARRETE N°2018-2

PORTANT DESIGNATION DE MADAME NICOLAS-VIOT POUR REPRESENTER LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL AUX JURYS DE CONCOURS DE MAÎTRISE D'OEUVRE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

VU l'article L. 3221-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article L. 1411-5, L. 1414-2 et L. 1414-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'élection du Président du Conseil Départemental en date du 16 octobre 2017 ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Madame Dominique NICOLAS-VIOT est désignée pour représenter le Président du Conseil Départemental lors des réunions de jurys relatifs aux marchés de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 2 – Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à chacun des membres titulaires et suppléants des jurys relatifs aux marchés de maîtrise d'œuvre, ainsi qu'à Monsieur le Payeur Départemental et à Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection de la Population, et publié au recueil des actes administratifs du Département des Ardennes.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 20 novembre 2017

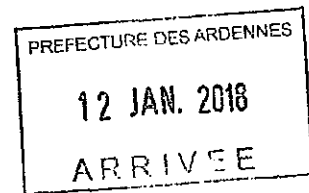
**LE PRESIDENT DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL,**

Pour le Président du Conseil départemental
La Directrice Générale
des Services Départementaux Noël BOURGEOIS.

Brigitte RAYNAUD



DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX



ARRETE N°2018-4

**PORTANT DESIGNATION DU PRESIDENT DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES
MARCHES ADAPTES**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

VU l'article L. 3221-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article 22 du Code des Marchés Publics ;

VU l'élection du Président du Conseil Départemental en date du 16 octobre 2017 ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Il est institué une Commission Consultative des Marchés Adaptés (CCMA).

ARTICLE 2 – Les membres de la Commission d'Appel d'Offres sont également membres de la Commission Consultative des Marchés Adaptés ; dont son rôle est uniquement consultatif ce qui signifie que le pouvoir adjudicateur est libre de notifier le marché (marchés de travaux supérieurs à 207 000 € HT et jusqu'à 5 186 000 € HT et lancés en procédure adaptée) quelque soit le caractère favorable ou défavorable de l'avis rendu.

ARTICLE 3 – Madame Dominique NICOLAS-VIOT est désignée pour représenter le Président du Conseil Départemental lors des réunions de la Commission Consultative des Marchés Adaptés.

ARTICLE 4 – Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Dominique NICOLAS-VIOT, à chacun des membres titulaires et suppléants de la Commission Consultative des Marchés Adaptés, ainsi qu'à Monsieur le Payeur Départemental et à Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, et publié au recueil des actes administratifs du Département des Ardennes.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 20 novembre 2017

**LE PRESIDENT DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL,**

Pour le Président du Conseil départemental
La Directrice Générale Noël BOURGEOIS.
des Services Départementaux

Brigitte RAYNAUD

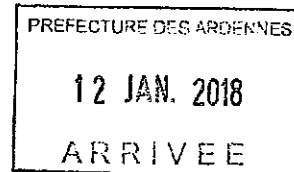
Conseil départemental des Ardennes - Hôtel du Département - CS 20001 - 08011 Charleville-Mézières Cedex
Tél. : +33 (0)3 24 59 60 60 - Fax : +33 (0)3 24 37 76 76
E-mail : conseil-departemental-ardennes@cd08.fr

Toute correspondance doit être adressée de manière impersonnelle à
"Monsieur le Président du Conseil départemental - DGSD"

www.cd08.fr



DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX



ARRETE N°2018-5

**PORTANT DESIGNATION DU PRESIDENT
DE LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ARDENNES

VU l'article L. 3221-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code des Marchés Publics ;

VU l'élection du Président du Conseil Départemental en date du 16 octobre 2017 ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté n° 2015-449 du 16/12/2015 est abrogé.

ARTICLE 2 – Madame Elodie VICONTE est désignée Présidente de la Commission d'Ouverture des Plis.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Elodie VICONTE, ses suppléants sont, dans l'ordre de priorité :

- Madame Marie-Christine CICERON
- Monsieur Gilles BALARDELLE.

ARTICLE 3 - Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Elodie VICONTE, Madame Marie-Christine CICERON, Monsieur Gilles BALARDELLE, Monsieur le Payeur Départemental, Monsieur le Directeur de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, et publié au recueil des actes administratifs du Département des Ardennes.

Fait à CHARLEVILLE-MEZIERES, le 20 décembre 2017

**LE PRESIDENT DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL,**

Pour le Président du Conseil départemental
La Directrice Générale
des Services Départementaux **Noël BOURGEOIS.**

Brigitte RAYNAUD